

# MEDIAS ET OPINION PUBLIQUE

## DANS LES GRANDES CRISES POLITIQUES EN FRANCE

### DEPUIS L'AFFAIRE DREYFUS

#### Introduction :

##### Accroche :

- \* J'Accuse de Zola – La presse écrite (p.162/163)
  - En début de période, au moment où s'affirme la III<sup>e</sup> République, la presse est le média de masse dominant (n'oublions pas toutefois les tracts et les affiches). La presse joue un rôle central lors des crises politiques.  
À l'image de **L'Aurore, qui publie le 13 janvier 1898** le célèbre « J'accuse » d'Émile Zola, la presse dévoile les scandales, forme l'opinion et nourrit les grands débats. Il s'agit d'un média indispensable à l'exercice de la démocratie.
- \* Le « choc » du 21 avril 2002 sous l'œil des caméras (p.173)
  - Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, la donne médiatique a changé. Si la presse joue toujours un rôle très important lors des grandes crises politiques, elle n'est plus le seul média de masse à intervenir en la matière : radio, télévision et Internet contribuent à l'« hypermédiatisation » des crises politiques.
  - La télévision est le média le plus consommé par les Français en 2002 ; les crises s'affichent et s'étalent à la télévision comme en avril 2002 au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle.

#### ② Définition des termes du sujet :

- **Médias** : ensemble des techniques et supports de diffusion massive de l'information et de la culture (presse, radio, cinéma, TV, Internet).
  - Abréviation de l'expression anglo-saxonne mass media, littéralement « média de masse ».
  - Déf. p. 179.
- **Opinion publique** :
  - Opinion = ensemble d'attitudes d'esprit dominantes dans une société sur des problèmes collectifs variés (politiques, moraux, philosophiques...).
  - OP = ensemble des personnes qui partagent ces attitudes.
  - jugements et convictions considérés comme émanant de la majorité de la pop
  - Déf. p. 179.
- **Crise politique** : période de tension politique et de mobilisation publique au cours de laquelle le système de gouvernement est l'objet d'une remise en cause.

#### ③ Problématique :

→ Comment les médias contribuent-ils à la formation et à l'expression de l'Opinion publique ainsi qu'à sa prise en compte dans la vie politique française ?

I<sup>o</sup> - De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1930 :  
Affrontements médiatiques et divisions de l'Opinion publique autour des valeurs républicaines

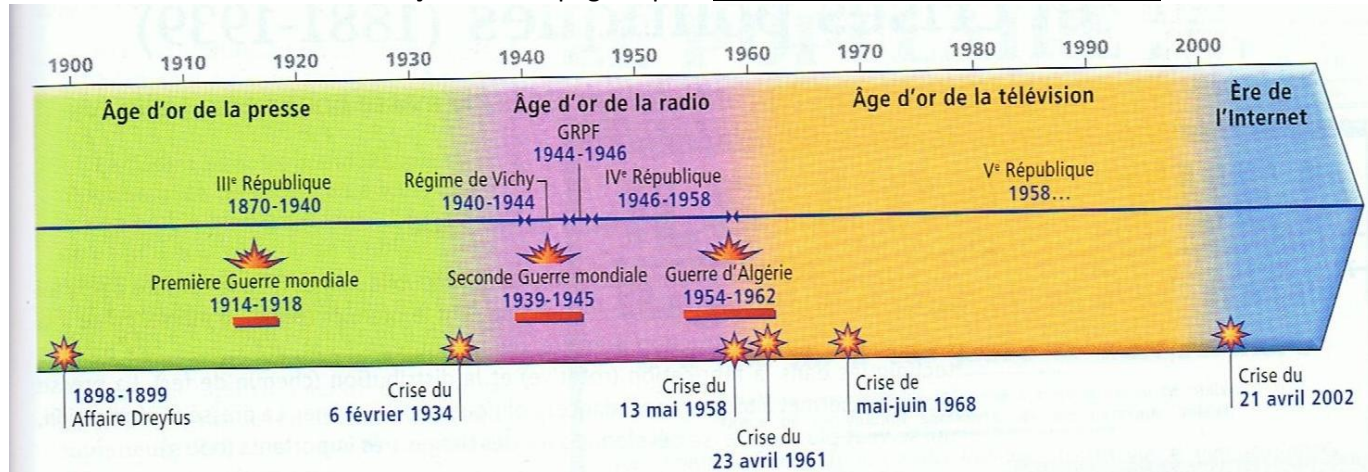
### A) Une presse libre pour une expression démocratique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

#### ① L'affirmation de la liberté de la presse

- **Rappels historiques : (voir p.160/161)**

- **26 août 1789 : article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** → établit pour la 1<sup>e</sup> fois en France les libertés d'opinion et d'expression. X<sup>e</sup> des journaux pendant la Révolution (L'Ami du Roi, L'Ami du peuple de Marat...).
- **1800-1880 : le temps de la censure.**
  - **Empire (1804-1815) et Restauration (1815-1830)** = censure rétablie pour faire taire toute opposition. Parmi les ordonnances contestées de Charles X à l'origine de la Révolution de 1830 figure la suspension de la liberté de presse. Ex : fermeture du journal Le National fondé par Adolphe Thiers.
  - **Sous Louis-Philippe (1830-1848)**, la saisie des journaux et la condamnation des journalistes restent pratique courante. Essor de la caricature (cf. Honoré DAUMIER).
  - **Le Second Empire (1851-1870)** rétablit un contrôle strict de la presse (autorisation préalable, droit de timbre et cadrage étroit des sujets sur lesquels les journalistes peuvent s'exprimer).

- Démocratisation de la société française accompagnée par l'**affirmation d'une PRESSE POLITIQUE**



- **Loi du 29 juillet 1881** : « l'imprimerie et la librairie sont libres ». Elle impose un cadre légal à toute publication.
  - Annule toute la législation répressive accumulée depuis 1800
  - Pas d'autorisation, pas de censure préalable, pas de restriction à la publication d'un journal.
  - SAUF en cas de diffamation et d'injure publique qui peuvent donner lieu à des poursuites.
- La liberté de la presse est une valeur fondamentale de la République pour toute la période. **La presse accompagne l'enracinement de la démocratie.** (voir p.161)
- MAIS les « **lois scélérates** » du **12 décembre 1893** et du **28 juillet 1894** sont des entorses à la liberté de la presse
  - Qualifiées de scélérates par **Jean JAURES** : Scélérat = criminel, coupable, traître
- **But = réprimer l'anarchisme**, après les attentats anarchistes contre la Chambre des Députés (1892-1893) et l'assassinat du président de la République Sadi CARNOT le 25 juin 1894.
- **Contenu** = 3 lois qui limitent la loi de 1881 ; elles permettent **d'arrêter les anarchistes, condamnent aussi bien les sympathisants que les militants, et interdisent toute publicité à leurs idées.**

② « **L'âge d'or** » de la presse écrite (1890-1914)

- **Un contexte favorable :**

- **Scolarisation et ALPHABETISATION** des Français = terreau favorable à l'essor de la presse
  - Grâce aux lois scolaires de Jules FERRY en 1881-1882.
- Importants **PROGRES TECHNIQUES** :
  - Des **ROTATIVES** (1872) qui permettent de produire les journaux en grand nombre
  - Des **LINOTYPES** (1887) : machines qui permettent aux typographes de composer le texte depuis un clavier et non
  - **Le télégraphe et le téléphone** permettent aux journaux de collecter l'info et de réagir plus vite aux nouvelles.
  - La **reproduction photographique** facilite la presse populaire illustrée.
  - **Train** facilitant leur diffusion sur l'ensemble du territoire

- Une **BAISSE DES PRIX** : la presse « à un sou »
  - des journaux produits à moindre coût grâce aux progrès techniques
  - le rôle de la publicité

- **Conséquence : la lecture du journal devient une habitude dans toutes les catégories de la population et en 1900, les Français sont les 1<sup>er</sup> lecteurs de journaux au monde**

- En 1914 : 6000 journalistes travaillent pour + de 300 quotidiens qui tirent à près de 10 millions d'exemplaires

Le Petit Parisien	→ 1 400 000
Le Petit Journal	→ 835 000
Le Journal	→ 810 000
Le Matin	→ 670 000
La Croix	→ 140 000
L'écho de Paris	→ 120 000
L'éclair	→ 103 000
L'Humanité	→ 72 000
L'Intransigeant	→ 70 000
La Petite République	→ 67 000

- Rouge = presse d'opinion de gauche/ Bleu = presse d'opinion de droite / orange = presse d'information
- Des **JOURNAUX D'INFORMATION**, grands quotidiens populaires = les + diffusés : journaux assez neutres, sans opinion politique claire ; ils cherchent davantage à s'adapter aux attentes de leurs lecteurs qu'à les influencer. Ils privilégient les faits divers et le divertissement.
- Des **JOURNAUX D'OPINION** = journaux politisés : moins diffusés mais très influents. Conséquence : un mouvement politique crée son journal pour son lectorat militant.
  - L'Humanité fondée en 1904 par Jean Jaurès et la SFIO (72000 exemplaires en 1912)
  - L'Aurore créée en 1897 = journal des radicaux. Georges Clemenceau.
  - La Lanterne : anticlérical (33 000 ex)
  - Le Journal des Débats ou Le Temps (36000) au centre.
  - Le Figaro = journal de droite (37 000)
  - La Croix quotidien catholique (140 000 ex)
  - La Libre Parole d'Edouard Drumont : journal antisémite (47 000 ex)
  - L'Action française fondée par Charles Maurras et Léon Daudet. Journal nationaliste, royaliste et antisémite. Imité les techniques de diffusion de la Ps pop : traite l'info sous forme de feuillets pour diffuser ses numéros.

### ③ La presse forme l'opinion

- **La presse contribue à éclairer l'OP :**

- La Presse est alimentée par des articles des journalistes mais aussi de personnalités politiques : Jean JAURES, Georges CLEMENCEAU.
- Des caricaturistes
- De grandes plumes : Charles PEGUY, Emile ZOLA...
- De grands reporters comme Albert LONDRES qui révèle en 1928 la dramatique exploitation de la main d'œuvre africaine nécessaire à la construction du chemin de fer Congo-Océan en Afrique.

- **La presse contre le pouvoir**

- Dévoile des scandales qui ébranlent le régime : Ex : en 1904, des révélations du Matin font éclater « l'affaire des fiches ». Le ministre de la guerre, le général André, qui disposait de fiches sur les opinions politiques et religieuses de nombreux officiers, les aurait utilisées pour retarder ou accélérer des promotions. Csq : démission du ministre et du président du Conseil Emile COMBES en janvier 1905. (cf p.164/165)
- La presse peut aussi être impliquée dans des scandales :
  - Ex : en 1914, l'affaire Caillaux du nom du ministre des Finances Joseph CAILLAUX mise en cause dans une affaire d'escroquerie par des articles de Gaston Calmette, directeur du Figaro. Il doit démissionner. Ulcérée, son épouse assassine Gaston Calmette le 6 mars 1914.

- Souvent accusée de corruption comme lors du scandale de Panama au début des années 1890. En 1908, Anatole France estime que « la France est soumise à des compagnies financières qui disposent des richesses du pays et, par les moyens d'une presse achetée, dirigent l'opinion. »
- **La presse reflète les divisions de l'Opinion Publique :**
  - Diversité des sensibilités politiques
  - Gds débats nationaux au moment de la séparation des Eglises et de l'Etat ou de l'affaire...

## **B) La presse écrite, une puissance d'opinion dans l'Affaire Dreyfus**

→ Comment les médias contribuent-ils à la mobilisation de l'Opinion publique?

### ① **Rappels sur « l'affaire » (1894-1906) Cf. CHRONOLOGIE p. 162**

- **1894** : la presse (Le Figaro) révèle l'existence d'une enquête au sein de l'état-major à la suite d'une affaire d'espionnage au profit de l'Allemagne (transmission de documents secrets).
- Le **capitaine Alfred DREYFUS (1859-1935)**, d'origine alsacienne, de confession juive, es accusé par l'enquête avant d'être désigné par la presse antisémite comme un coupable évident.
- 1894 : DREYFUS est **condamné à la déportation pour espionnage**.
- **1<sup>er</sup> novembre 1894** : La Libre Parole annonce l'inculpation de Dreyfus malgré le secret militaire
- 1895 : dégradation et exil de Dreyfus sur l'île du Diable en Guyane.
- **1896 : le colonel PICQUART découvre le véritable espion, le commandant ESTERHAZY**. Le colonel HENRY forge un faux document pour éviter la révision du procès de Dreyfus.
- **1897** : mobilisation de la presse = début de « l'Affaire »
- Janvier 1898 : le conseil de guerre innocente Esterhazy
- **13 janvier 1898 : « J'Accuse » d'Emile ZOLA dans L'Aurore**
- Février 1898 : condamnation et exil de Zola à Londres (11 mois)
- **Été 1898 : découverte du « faux » du colonel HENRY qui discolpe Dreyfus**. Le colonel Henry avoue et se suicide.
- **Été 1899 : procès de Rennes** ; Dreyfus est condamné par le Conseil de guerre le 9 septembre
- mais le 19 **septembre 1899, il est gracié par le président de la République** Emile LOUBET.
- **1906 : Cassation du procès de Rennes. Réhabilitation de Dreyfus** par la Cour de Cassation.

### ② **DOSSIER p. 162-163 :**

③ **BILAN :** Entre 1894 et 1899, l'Affaire Dreyfus est l'occasion d'une violente empoignade éditoriale et judiciaire entre partisans et adversaires de Dreyfus.

- Les éditoriaux et les articles créent peu à peu une opinion du public sur ce qui n'aurait pu être qu'un fait divers.
- Par ses conséquences, l'Affaire forge un sentiment majoritaire : l'Opinion Publique.
- Le combat des dreyfusards contre les antidreyfusards se joue devant les tribunaux mais surtout dans la presse. Massivement antidreyfusards, les journaux créent une guerre des mots et des images qui déstabilise la République.
- L'Affaire Dreyfus fut une « guerre » franco-française :
  - La presse nourrit les divisions au sein de la pop : 2 conceptions politiques véhiculées par les journaux s'affrontent
    - Les dreyfusards combattent pour réparer une erreur judiciaire au nom de la justice et de la vérité
    - Les antidreyfusards leur opposent la raison d'Etat et la nécessaire défense de l'armée.
  - La presse antidreyfusarde contribue à enraciner dans l'Opinion Publique les stéréotypes antisémites : pour les nationalistes réunis autour de Charles MAURRAS, Dreyfus symbolise « l'anti-France » du fait de son origine juive.
  - L'Affaire pose la question des valeurs sur lesquelles repose le régime : elle contribue à façonner des appartenances politiques
    - A droite : un mouvement nationaliste se structure



- A gauche : les socialistes acceptent de participer au gouvernement de « défense républicaine » de Pierre WALDECK-ROUSSEAU.

Cet âge d'or de la Presse et de la constitution d'une opinion publique ont été marqués par une rupture, celle de la 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale.

## C) Nouveaux médias et contrôle de l'opinion dans les années 20 et 30

### ① Presse et radio après la 1<sup>e</sup> GM

#### - Une Presse écrite moins influente ?

- Pendant la 1<sup>e</sup> GM = une importante censure : toute information militaire, tout commentaire défavorable au gouvernement, avéré ou ambigu, passe sous la coupe de la censure.
  - 4 août 1914 : loi sur la « censure préventive »
  - Créé le 10/9/1915 pour utiliser la satire pour dénoncer les abus et les scandales
  - Censure surnommée « Anastasie » = personnage du caricaturiste André Gille.
- presse discréditée et compromise dans le « bourrage de crâne » ;
  - expression véhiculée par les Poilus pour qualifier le décalage entre les discours lus dans la presse et la réalité vécue sur le front.
- => restructuration au lendemain de la guerre : en 1918, près de la moitié des titres de presse disparaissent

#### - La Presse écrite se réorganise :

- Juillet 1918 : le syndicat des journalistes est créé et édite la 1<sup>e</sup> « Charte des devoirs professionnels des journalistes français » qui impose à la profession des règles déontologiques
  - **Déontologie** : ensemble de règles et de conduites éthiques qui guident une activité professionnelle.
- 1935 : un statut régleme la profession

#### - La RADIO, une importante concurrente et un enjeu de pouvoir :

- née dans les années 1920, popularisée dans les années 1930. En 1939, 60% des foyers français sont équipés d'un poste de radio



**Doc. 5** Une famille écoutant la radio en 1938.

- 1 M de postes en 1930
  - 5 M en 1939
- grâce au direct qui permet une + grande réactivité, elle devient un outil d'information populaire. La « TSF » = la téléphonie sans fil.

- Ex : le 30 septembre 1938, la radio annonce les accords de Munich une heure après leur signature, bien avant les quotidiens.
- 2 régimes coexistent :
  - Les Radios d'Etat
    - ☞ Radio-Paris rachetée par l'Etat en 1933
    - ☞ Radio-Mondial qui diffuse dans les colonies
  - Les Radios privées soumises à autorisation :
    - ☞ 1922 : la 1<sup>e</sup> radio privée, RADIOLA, émet depuis Paris
    - ☞ Le Poste Parisien, Radio-Cité...
- Le président du Conseil Edouard DALADIER crée une administration unique de la radiodiffusion nationale sous contrôle de l'Etat.
- Toutes sont ontrôlées par le pouvoir en place, subissent des pressions et sont muselées lors de l'affaire Stavisky.
- N.Bll existait des actualités filmées qui existaient depuis le début du 20<sup>e</sup> et qui deviennent sonores en 1929. Diffusées dans 5000 salles en 1939 ce qui permet un élargissement de l'audience. Mais en décalage avec l'actualité immédiate, un rôle moindre dans la chronique de la vie politique.

## ② Les médias dans la crise du 6 février 1934

→ **Quel rôle joue la presse dans la transformation d'un fait divers en crise politique ? La presse reflète-t-elle ou fabrique-t-elle l'Opinion Publique ?**

- **Contexte :** dans les années 1930, instabilité ministérielle et scandales politico-financiers qui alimentent l'antiparlementarisme. Les LIGUES entretiennent un climat d'agitation teinté d'antisémitisme et de xénophobie.
- **Rappels sur la crise :**
  - **Décembre 1933 : révélations par la PRESSE des malversations du banquier Alexandre STAVISKY** sur la faillite du Crédit municipal de Bayonne. Il payait les intérêts des placements de ses clients ac l'argent qu'ils lui confiaient. Certains élus locaux (députés radicaux) et ministres (Camille CHAUTEMPS) mêlés à l'affaire. Stavisky aurait bénéficié de l'indulgence des juges.
  - **8 janvier 1934 : STAVISKY meurt à Chamonix** dans des conditions mystérieuses au moment où la police vient l'interpeller. Version officielle : suicide. MAIS la droite soupçonne un assassinat sur ordre de CHAUTEMPS.
  - **La presse antiparlementaire appelle au scandale** : elle s'en prend au régime parlementaire accusé de corruption généralisée.
    - 9 janvier : manifestation de l'Action française
    - 11 janvier : arrestation de rédacteurs de journaux d'extrême-droite
    - 12-27 janvier : manifestations de ligues
  - **Fin janvier 1934** : démission du cabinet Chautemps, remplacé par Edouard Daladier nv chef du gouvernement.
  - **3 février 1934** : limogeage par Daladier du préfet de police de Paris Jean CHIAPPE favorable aux ligues
  - **6 février 1934** : par le biais de la presse, les ligues et des organisations d'anciens combattants appellent à manifester le jour où DALADIER se présente à la Chambre. => place de la Concorde à Paris, une manifestation hétéroclite hostile à la République menace de s'emparer de la Chambre des Députés. 30 000 personnes. La manif dégénère en émeute. La police intervient : débordée par une partie des manifestants qui se dirigent vers l'Assemblée Nationale, elle tire sur la foule. Bilan : 15 morts et 1500 blessés.
  - **7 février 1934 : démission du gouvernement Daladier** et formation d'un gouvernement d'union nationale (Gaston DOUMERGUE appelé par Albert Lebrun).
  - La gauche fustige une tentative de coup d'Etat fasciste tandis que la droite dénonce la répression.
  - Donc une intense crise politique qui mêle antiparlementarisme et crise économique : pour la 1<sup>e</sup> fois, la rue renverse un gouvernement.
  - Ainsi, la crise du 6 février 1934 est orchestrée par la presse d'opinion. Elle témoigne de l'impact de la presse sur l'OP.

## A) La bataille de l'information pendant les années noires (p.168/169)

### ① Quelques rappels :

- **3 septembre 1939** : déclaration de guerre à l'Allemagne. Stratégie défensive.
- **Dès le début de la 2<sup>e</sup> GM, le gouvernement renforce son contrôle sur les médias :**
  - Rétablissement de la censure
  - Mars 1940 : création du 1<sup>e</sup> ministère de l'Info° créé par le Président du Conseil Paul REYNAUD.
- **Mai 1940** : les troupes allemandes percent les lignes françaises et en 5 semaines de guerre éclair, infligent à la France une défaite d'une ampleur inédite.
- **La presse est désorganisée par la débâcle.**
  - 14 juin 1940 : les All occupent Paris (déclarée « ville ouverte ») et interdisent tous les journaux. La radio reste la seule source d'information.
- **22 juin 1940** : armistice
- **10 juillet 1940** : vote des pleins pouvoirs à Pétain
- **24 octobre 1940** : entrevue de Montoire => collaboration
  - 28 octobre 1940 : création du secrétariat général à l'info du régime de Vichy
  - 25 novembre 1940 : nationalisation de l'agence de presse HAVAS et création de l'Office français de l'information

### ② Des presses antagonistes s'affrontent :

- **De nombreux journaux travaillent pr l'Allemagne ou Vichy : (voir aussi p.181)**
  - Propagande :
    - Aujourd'hui,
    - Le Cri du peuple
    - Le Rouge et le Bleu,
    - Le Petit Parisien...
  - Certains sont ouvertement collaborationnistes = qui s'engagent par idéologie en faveur de l'Allemagne nazie.
- **D'autres résistent : en France ou à l'étranger**
  - **Des publications clandestines : + de 1000 titres entre 1940 et 1944**, regroupés en 1943 dans une Fédération Nationale de la presse clandestine.
  - Le + important, **Combat**, tire à 250 000 exemplaires en 1944.
  - **La presse clandestine de la Résistance (voir 5.p.169) et...**
    - En juin 1941, Emmanuel d'Astier crée le mouvement Libération-Sud. En juillet paraît le premier numéro du journal éponyme, un des titres clandestins les plus diffusés avec Combat.

### ③ La « guerre des ondes » fait rage (p.168)

- **La radio joue un rôle majeur dès 1940.**
  - 17 juin 1940 : le maréchal PETAIN annonce la demande d'armistice (signature le 22 juin 1940)
  - Appel du 18 juin 1940 à la BBC
- **L'Etat français et l'occupant allemand mettent la radio au service de leur propagande :**
  - **Radio-Paris** : organe de la collaboration ; ancienne Radiola, qui diffuse en zone occupée un programme entièrement contrôlé par la propagande allemande.
    - Philippe HENRIOT : secrétaire d'Etat à l'Information et à la propagande de Vichy. Utilise Radio-Paris pour s'en prendre à Pierre Dac, animateur de Radio-Londres. Abattu par la Résistance en juin 1944. **Pierre DAC (1893-1975)** : issu d'une famille juive d'Alsace, humoriste et comédien français. Il a également été, pendant la Seconde Guerre mondiale, une figure de la Résistance contre l'occupation de la France par l'Allemagne nazie :

animateur de l'émission « Les Français parlent aux Français ». Après la guerre, il forme avec Francis Blanche un duo auquel on doit de nombreux sketches dont le fameux Le Sâr Rabindranath Duval (1957), et un feuilleton radiophonique, Malheur aux barbus, diffusé de 1951 à 1952 sur Paris Inter. Pour discréditer Pierre Dac, Philippe Henriot développe sans surprise un argumentaire antisémite et xénophobe. Très bon orateur, il n'hésite pas à faire des jeux de mots. Pierre Dac, humoriste de son métier, se défend en opposant le patriotisme de sa famille, notamment le sacrifice de son frère mort pour la France pendant la Première Guerre mondiale, à la trahison de Henriot, suppôt des Allemands

- Jean Oberlé, depuis la BBC, répétait : « Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand ».
- **Radio Nationale ou Radio Vichy** : radio contrôlée par Vichy qui émet de 1940 à 1944 ; en zone sud et à Paris ; propagande de Vichy et discours de Pétain.
- **Radio-Stuttgart** : radio allemande en langue française qui diffuse la propagande nazie
- **BBC** : British Broadcasting Corporation ; radio publique britannique. Diffuse à partir de 1940 des émissions en français.
  - “Les Français parlent aux Français” : émission animée par Pierre DAC.
  - “Honneur et Patrie” : émission de Maurice SCHUMANN
  - = Radio-Londres (ensemble des émissions française émises depuis la BBC.
  - Envoi de messages codés et coordination de l'action de la Résistance intérieure.
- **Radio Brazzaville** : à partir de décembre 1940, Philippe Desjardins en fait un poste écouté jusqu'à Paris, totalement dévoué au gal DG ;
- **Radio Alger** : rebaptisée Radio France en février 1943 après l'arrivée des Alliés ; elle sert de relais à la propagande de la France libre.

Radio Londres aide la Résistance intérieure grâce aux messages personnels, qui donnent des indications précieuses pour organiser les opérations.

Pour discréditer Pierre Dac, Philippe Henriot développe sans surprise un argumentaire antisémite et xénophobe. Très bon orateur, il n'hésite pas à faire des jeux de mots.

Pour Vichy comme pour la France Libre, la radio est la voix de la France. Elle est un moyen de propagande pour l'un et de contre-propagande pour l'autre. Pour les deux, elle est un instrument essentiel de légitimation : Pétain et de Gaulle affirment en effet incarner la France, et chacun dénie à l'autre sa qualité de représentant légitime du pays.

On parle donc de « guerre des ondes » : guerre psychologique menée par les radios des belligérants afin d'informer ou de galvaniser les auditeurs. La « guerre des ondes » fait rage **dès 1940**. C'est à la radio que Pétain annonce l'armistice le 17 juin, et c'est bien sûr à la radio que de Gaulle réplique le lendemain pour lancer son appel de la BBC.

**De Londres**, la radio permet d'organiser **la résistance** mais aussi de soutenir le moral des Français et de leur dire tout ce que la propagande et la censure de Vichy leur cachent. Il s'agit aussi pour elle de convaincre une opinion publique au départ majoritairement pétainiste. Même si l'écoute de la BBC ne fait pas de la majorité des Français des résistants, elle les a familiarisés avec des valeurs, des arguments et des modèles qui n'étaient pas ceux de Vichy.

**Vichy**, de son côté, fait de la radio **un instrument officiel de propagande**. Le maréchal l'utilise pour s'adresser aux Français très régulièrement. Mais c'est Philippe Henriot, secrétaire d'État chargé de l'Information du régime de Vichy qui en est le meilleur symbole. Il tient une chronique biquotidienne sur tous les réseaux des deux zones. Orateur exceptionnel, son audience est énorme. 40 % de son temps d'antenne est consacré à dénoncer les « terroristes » maquisards et 20 % les « massacreurs anglo-saxons » qui bombardent les villes de France. **Les Allemands** ne sont pas dupes du pouvoir de Radio Londres et tentent d'en brouiller les ondes. Un arsenal législatif pour punir les auditeurs est aussi mis en place mais doit être abandonné : même les fonctionnaires de Vichy écoutent Radio Londres pour se tenir informés. Les Allemands tentent aussi d'intoxiquer l'adversaire en créant des « radios noires », déguisant leur origine. Radio Humanité par exemple, qui émet dès février 1940, se prétend communiste mais est le fait des nazis. À partir de 1944, les Allemands provoquent des coupures de courant entre 20 heures et 21 heures, pour éviter que les messages personnels ne passent. Mais le « **Berce mon cœur d'une langue monotone** » diffusé par la BBC le soir du 5 juin 1944 donne cependant le signal du débarquement. Enfin, le **20 août 1944**, lorsque les FFI occupent les locaux de Radio Paris, ils lancent La Marseillaise sur les ondes puis tous les quarts d'heure le message : « Français, l'heure de la Libération a sonné, Français, debout, tous au combat. ».



## B) reconfiguration du paysage médiatique après la guerre

### 1 La presse restructurée et renouvelée

#### - L'Épuration de la presse :

- A la Libération, 687 journalistes compromis avec Vichy ou l'occupant sont suspendus ; 99 sont fusillés.
- Ordonnance du 30 septembre 1944 : interdiction des journaux ayant paru sous l'Occupation.

Doc. 6 À la Libération, la renaissance de la presse quotidienne.

<b>LE FIGARO</b>	Fondé en 1826, auto-dissout en 1942, il est <b>refondé le 25 août 1944</b> avec l'aide de François Mauriac. Sa grande plume est, pendant la Guerre froide, le philosophe Raymond Aron. Racheté par Robert Hersant en 1975, il reste le grand journal de la droite parlementaire.
<b>la Croix</b>	Fondé en 1880 par la congrégation des Assomptionnistes, replié en zone libre en 1940, <b>interdit quelques semaines en 1944-1945</b> . Fer de lance de l'antisémitisme catholique lors de l'Affaire Dreyfus, il a évolué avec l'Église : quotidien généraliste, il exprime aujourd'hui l'opinion des catholiques modérés.
<b>L'Humanité</b>	Fondé en 1904 par Jean Jaurès, il devient en 1923 l'organe du Parti communiste français. <b>Interdit dès août 1939</b> pour avoir approuvé le pacte germano-soviétique, puis diffusé clandestinement sous la direction de Gabriel Péri, il <b>reparaît en août 1944</b> .
<b>le Parisien</b>	Fondé en 1944 par l'ancien résistant Emilien Amaury, il s'intitule <i>Le Parisien libéré</i> jusqu'en 1986. Longtemps journal d'opinion marqué à droite et gaulliste, il n'exprime plus d'opinion politique directe à partir des années 1980.
<b>France-Soir</b>	Fondé en 1944 par d'anciens résistants, il devient un quotidien populaire sous l'impulsion de <b>Pierre Lazareff</b> . Quotidien le plus vendu dans les années 1950-1960, il connaît un déclin rapide dans les années 1970-1980, victime de la concurrence de la télévision et n'est plus édité en version papier depuis 2011.
<b>Le Monde</b>	Fondé en 1944 par <b>Hubert Beuve-Méry</b> sur les ruines du <i>Temps</i> interdit pour collaboration, sa création est soutenue par le général de Gaulle qui veut en faire la voix de la France dans le monde. Neutre jusqu'à la mort de son fondateur, orienté à gauche dans les années 1970-1980 puis au centre-gauche, il conserve son aura en France et dans le monde.
<b>ouest france</b>	Fondé en 1944 pour remplacer <i>L'Ouest-Éclair</i> , interdit pour collaboration, il devient à partir de 1975 le premier quotidien régional français.
<b>L'EQUIPE</b>	Fondé en 1946 en remplacement de <i>L'Auto</i> , interdit à la Libération, il bénéficie à partir des années 1960-1970 de l'engouement pour le sport, encouragé par la télévision.
<b>Libération</b>	À partir d'un titre issu d'un journal de la Résistance, <i>Libération</i> est refondé en 1973 par des militants d'extrême gauche. Il devient à partir de 1981 un quotidien d'information générale, fortement marqué à gauche puis au centre-gauche.

- Des journaux supprimés en 1940 réapparaissent : L'Humanité
- Des titres issus de la Résistance : Combat, France Soir

→ Journaux de l'Occupation : leurs biens sont saisis et attribués aux nouveaux Journaux issus de la résistance

→ Naissance de l'Agence France Presse en 1944 ⇔ volonté de restructurer la presse

- Dotée d'un réseau mondial et placée **sous la tutelle de l'Etat**.
- A pour vocation de rechercher et de centraliser l'information avant de la redistribuer aux différents médias.

- Autre symbole = Journal Le Monde fondé en 1944 par Hubert Beuve-Méry, un journaliste résistant, à la



#### Biographie

##### Hubert Beuve-Méry (1902-1989)

Correspondant du *Temps* à Prague avant 1939, élève de l'école des cadres de Vichy puis résistant, il est appelé en 1944 par le général de Gaulle pour fonder un nouveau quotidien de référence. Le 19 décembre 1944 le premier numéro du *Monde* sort sous sa direction avec une partie de la rédaction du *Temps* et nombre de journalistes et chroniqueurs résistants. De 1944 à 1969, il fait du *Monde* un journal de réputation internationale, modéré dans ses opinions que l'éditorial révèle et qu'il signe sous le pseudonyme de Sirius.

demande de De Gaulle.

- Trente Glorieuses : essor de la Presse écrite

- Une presse d'opinion dont la ligne éditoriale s'apparente aux grands courants politiques :
  - L'Humanité proche du PC
  - Libération positionnée à l'extrême-gauche dans ses débuts en 1973, puis gauche socialiste
  - Le Figaro de tendance conservatrice
- la Presse quotidienne Régionale se développe
- **de nouvelles formes de presse =**
  - La photo devient le cœur de certaines publications
    - ☞ **1949 : Paris-Match**
  - **Multiplication des magazines d'info** : sur le modèle des news magazines américains
    - ☞ 1953 : L'Express
    - ☞ 1964 : Le Nouvel Observateur né de la réunion d'équipes de France Observateur (1954) et de L'Express
    - ☞ Liberté de ton et défiance vis-à-vis du pouvoir en place (ex : dénonciation de la torture pendant la guerre d'Algérie)
    - ☞ Lectorat + jeune, éduqué et urbain
  - **MAIS la presse quotidienne nationale connaît des difficultés économiques :**
    - ☞ De 6 à 3,4 M d'exemplaires vendus entre 1946 et 1952.
    - ☞ Une des causes = hausse des prix des journaux (hausse des coûts de P°)
    - ☞ + concurrence des autres médias
- Une presse sous influence du pouvoir politique et économique
  - Par le biais des ministres de l'information ou de pressions, par les propriétaires ou actionnaires des entreprises de presse (ex : Robert HERSANT proche de la droite conservatrice dans les années 1970)

## ② L'âge d'or de la radio

- **L'essor de la radio se poursuit après 1945** → 1<sup>er</sup> outil des Français pour information et divertissement. **+ de 10 millions de postes** à la fin des années 1950.
- **Nombreuses émissions d'information** : « nouvelles brèves », flash » et « journaux parlés » + programmes politiques
  - PMF livre chaque semaine quand il est président du Conseil (1954-1955) ses « causeries » sur la situation de la France.
- **Mais l'Etat affirme son monopole sur ce média :**
  - nationalisé en 1945
  - **placé sous la tutelle de l'Etat et gérée par pls institutions successives :**
    - RDF : Radiodiffusion fr
    - 1949 = RTF : Radiodiffusion-télévision fr
    - **1964 : devient l'ORTF** (Office de radiodiffusion-télévision française)
  - création de la Maison de la Radio en 1963
  - durant la quatrième république, De Gaulle était dans l'opposition (1947-1958) = ne peut donc pas s'exprimer à la radio.
- **Fin des années 1950 : apparition du TRANSISTOR (petite radio portable à piles - 1956) qui favorise l'essor des « RADIOS PERIPHERIQUES »**
  - Emettent depuis l'étranger ; font entendre des voix divergentes de celle des radios officielles.
  - Exemples :
    - Europe 1 dès 1955 (antenne émettrice installée en Allemagne),
    - Radio Luxembourg née en 1931 et qui devient RTL en 1966
  - La Qualité des programmes et la liberté de ton tranche avec le style des radios d'Etat. (ex : émission *salut les copains* sur Europe n°1, on fait pour la première fois des classements de tubes musicaux = les radios cherchent à séduire le jeune public) Jingle très connu [http://www.wat.tv/video/jingles-salut-copains-kas9\\_2fgqp\\_.html](http://www.wat.tv/video/jingles-salut-copains-kas9_2fgqp_.html)
  - 1958 : sur Europe 1, le journaliste Georges Fillioud dénonce l'usage de la torture en Algérie.

## ③ La France peu à peu conquise par la TV

- **Quelques chiffres :**

- La télévision, c'est 125 000 téléviseurs en 1954 !
- 10 millions à la fin des années 1960 !
- 1957 : 50% du territoire est couvert
- c'est même 86% des foyers équipés en 1973.
- A cette date : moyenne de 16h/semaine devant l'écran. En 2008 = 21h/semaine.
- **1<sup>er</sup> journal TV en 1949** : <http://www.ina.fr/media/presse/video/CAA7900939801/plateau-anniversaire-1er-journal-televisé.fr.html>

## **C) Un contrôle accru de l'Etat sur la presse**

### → **La crise de mai-juin 1958 dans les médias et l'opinion (p.170/171)**

#### ① **Rappels sur la crise de mai – juin 1958 :**

- **13 mai 1958 : Pierre PFLIMLIN (MRP) est investi par l'AN comme Président du Conseil.** Il est favorable à une solution négociée en ALGERIE → il est **soupçonné de vouloir brader l'Algérie.**
  - MRP : Mouvement républicain populaire, démocrate chrétien, fondé en 1944 par Georges Bidault, existe jusqu'en 1965.
  - Remplace Félix GAILLARD (radical)
  - Massivement investi.
- => grande manifestation le **13 mai 1958 à Alger en faveur de l'Algérie française.** Manifestation dégénère en révolte → **instauration d'un pouvoir insurrectionnel.**
  - Militaires et activistes partisans de l'Algérie française se rebellent contre le gouvernement légal, entraînant une crise politique majeure à Paris.
  - Prise d'assaut du siège du Gouvernement général où était proclamé un Comité de Salut public à la tête duquel était placé + ou – volontairement le gal Massu.
  - **Général SALAN** nommé délégué général en Algérie par le gouvernement. SALAN **fait appel à De Gaulle.**
- **De Gaulle sollicité lors des manif → 15 mai 1958, dans un communiqué de presse, se déclare prêt à exercer le pouvoir,** sans condamner la révolte des militaires d'Alger.
- **19 mai 1958 : conférence de presse du général de Gaulle**
  - Contexte : la rumeur de guerre civile se précise ; Salan et des membres de l'état-major envisagent, avec l'opération « Résurrection », une prise du pouvoir à l'aide des troupes parachutistes.
  - DG veut donc rassurer l'OP et annonce qu'il n'envisage pas d'installer une dictature.
- **29 mai 1958** : le PR, René COTY (1954-1959), adresse un message aux Chambres (AN + Conseil de la République) qui appellent DG à former un gouvernement.
- L'ambiguïté de DG sur la révolte des militaires d'Alger inquiète certains hommes de gauche qui votent contre son **investiture le 1<sup>er</sup> juin 1958** : PMF, MITTERRAND.
  - Il est malgré tout investi à une large majorité : 329 voix contre 224.
- DG pose alors en préalable la question du changement de régime, objectif qu'il s'était fixé en 1947 et **obtient les pleins pouvoirs constituants le 2 juin 1958.**
- **4 juin 1958 : A Alger, DG s'adresse à la foule = « Je vous ai compris ».**
- **Il forme un nouveau gvt (le dernier de la 4<sup>e</sup> de juillet 1958 à janvier 1959.**
  - Pour rassurer, **gvt de large union nationale** (à part les communistes) mais entraîne l'inquiétude des partisans de l'Algérie française.
  - 23 ministres dont 15 parlementaires et 7 hauts fonctionnaires, 1 écrivain (Malraux).
    - Socialistes : Guy MOLLET : min d'Etat ; Max Lejeune : Sahara ; Eugène Thomas : PTT
    - Radicaux : Jean-Marie BERTHOIN : E Nat ; Edouard Ramonet : Industrie et Commerce
    - MRP : Pierre PFLIMLIN : min d'Etat ; Paul Bacon : Travail
    - Indépendants : Louis Jacquinet : min d'Etat ; Antoine PINAY : Finances
    - Gaullistes :
      - ☞ Michel DEBRE : républicain social (ex-RPF) = Garde des Sceaux, ministre de la Justice.
      - ☞ Maurice COUVE DE MURVILLE : Affaires étrangères
      - ☞ Edmond Michelet : Anciens Combattants
    - Mais aussi : Félix Houphouët-Boigny (UDSR) : min d'Etat.
- **4 septembre 1958** : le général DG présente le nouveau projet de Constitution



- **28 septembre 1958** : par référendum, 79% des électeurs approuvent la Constitution

## ② Quel rôle jouent les médias dans le retour au pouvoir de De Gaulle ?

La crise politique de mai-juin 1958 se déroule dans le contexte dramatique de la guerre d'Algérie et aboutit à l'effondrement de la IV<sup>e</sup> République. La sphère médiatique s'est encore largement amplifiée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et elle va jouer un rôle crucial pendant ces journées agitées de mai-juin. Le retour du général de Gaulle dans le jeu politique est médiatisé à l'extrême et l'attitude des médias officiels à son égard permet de saisir la complexité des liens entre médias, opinion et pouvoir politique.

### **La presse s'empare du 13 mai 1958 en métropole et en Algérie.**

**L'Echo d'Alger** : quotidien français indépendant qui parut en Algérie entre 1912 et 1962. pendant longtemps le journal de la gauche radicale qui prônait le dialogue entre le patronat et la classe ouvrière. Plus tard, pendant la guerre d'Algérie, il devint le farouche défenseur de l'Algérie française. L'Écho d'Alger était le porte-parole des putschistes d'Alger en mai 1958. Ce quotidien qui a appuyé le retour du général de Gaulle au pouvoir en le présentant comme le sauveur de l'Algérie française. Il s'opposa ensuite à la politique gaullienne avant d'être censuré puis interdit de parution par le tribunal d'Alger en avril 1961. Alain de Sérigny, son directeur, fut poursuivi en justice puis relaxé quelques années plus tard.

**Le général de Gaulle : <Je me tiens prêt à assumer les pouvoirs de la République>**

**L'ÉCHO D'ALGER** Vendredi 16 Mai 1958

**Magnifique journée d'enthousiasme patriotique et d'amitié franco-musulmane, hier, à Alger**

**Le général Salan a fait acclamer par la foule, massée au forum le nom du général DE GAULLE**

**De Gaulle le libérateur**

**Une ovation indescriptible a accueilli la lecture par M. Delbecq de message de l'homme du 18 juin**

**Le commandant Mahdi acclamé aux côtés du général Salan: "Nous lutterons jusqu'au bout contre les fellagha à la solde de l'étranger"**

**L'entêtement et l'aveuglement de M. Pflimlin consternent ses propres amis politiques**

**Le gouvernement proposera à l'Assemblée un projet de loi instituant en métropole l'état d'urgence**

Le 13 mai 1958 vu par les Actualités françaises : [http://www.ina.fr/fresques/jalons/parcours/0001\\_2](http://www.ina.fr/fresques/jalons/parcours/0001_2)

**France Actualités** est la principale société française diffusant dans les salles de cinéma françaises ce que les spectateurs appellent « Les Actualités » : le Pathé-Journal hebdomadaire puis **Les Actualités françaises** de 4 janvier 1945 au 25 février 1969. Après le monopole transitoire de France Libre Actualités — qui dura trois mois — l'équipe fondatrice crée la société « Les Actualités Françaises » dès janvier 1945.

Le Figaro et Les Actualités françaises occultent totalement la présence de De Gaulle lors de cette semaine cruciale. Ils veulent donner le sentiment que le gouvernement est stable et qu'aucun risque de guerre civile ne peut menacer le pays. L'idée d'un retour de De Gaulle au pouvoir n'est pas même évoquée.

N.B. Le début insiste sur les manifestations de rapprochement entre Algériens et Français d'Algérie présentées comme une marque de soutien à Pflimlin alors que cette nomination entraîne une manif qui se termine par la prise du gouvernement général d'Alger.

Les Actualités françaises reflètent fidèlement le point de vue gouvernemental. L'objectif est d'apaiser le climat en métropole et de rassurer, quitte à taire de façon flagrante certains événements. Les rumeurs de coup d'Etat et de guerre civile sont occultées. L'aptitude du gouvernement à contrôler une situation insurrectionnelle n'est pas remise en cause.

En procédant ainsi, le gouvernement masque l'ampleur de la crise politique, il occulte la prise du pouvoir par les émeutiers à Alger et les manœuvres du général de Gaulle destinées à se présenter comme l'homme providentiel.

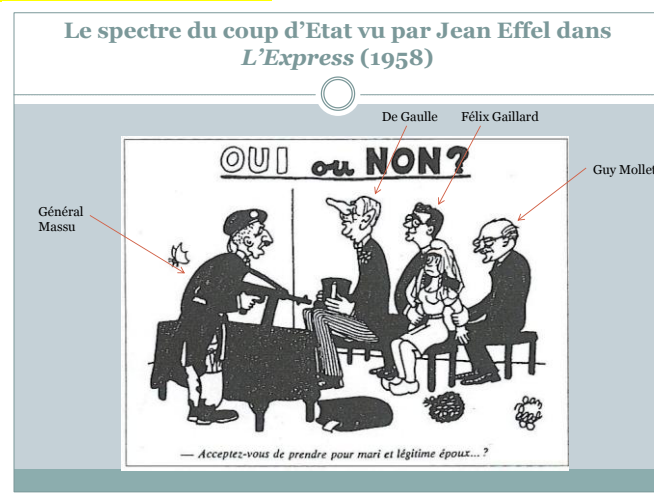
Dans une longue édition spéciale de 8 minutes, les Actualités françaises présentent une nouvelle version des événements qui ont conduit le général De Gaulle à la présidence du Conseil. Cette fois, ce sont les protestations des opposants au retour de l'ancien héros de la Résistance qui sont occultées, notamment celles relatives à la thèse du coup d'Etat. Le 28 mai, dans un climat de tension persistant, adversaires et partisans du retour de De Gaulle ont manifesté dans Paris. Le 1er juin, soutenu par le président de la République René Coty, le général de Gaulle devient président du Conseil. Le reportage s'achève sur une image d'archive à la forte portée symbolique, le général de Gaulle sur les Champs-Élysées en août 1944.

Le commentaire qui accompagne les images multiplie les parallèles entre la crise du 13 mai et la période de la Seconde Guerre mondiale. Le retour au pouvoir du général de Gaulle est assimilé à l'action qu'il a menée de son Appel du 18 juin à son retour dans la France libérée en 1944. De Gaulle est présenté en sauveur, en garant de l'ordre et de l'unité nationale.

La presse écrite, avec laquelle de Gaulle entretiendra ensuite des relations complexes, persuadé qu'elle lui est hostile, se montre favorable au retour de De Gaulle en mai 1958.

Il y a cependant des exceptions dans la presse écrite d'opinion à gauche, comme le montrent...

#### **La une de L'Humanité et la caricature dans L'Express**



L'opposition à de Gaulle s'exprime dans la presse d'opinion de gauche par des unes et des caricatures qui ont pour point commun de dénoncer le danger d'une dictature gaulliste. L'Humanité et L'Express voient en de Gaulle un danger pour la République...

Jean Effel réunit ici sur le mode ironique plusieurs des protagonistes du retour au pouvoir du général de Gaulle :

- le général Massu qui a poussé Salan à la tête du Comité de salut public,
- Félix Gaillard et Guy Mollet qui, semblant immobiliser Marianne contre son gré, ont contribué à l'investiture de De Gaulle à la présidence du Conseil.

L'opposition à de Gaulle passe aussi par **d'impressionnantes manifestations de gauche dans les rues de la capitale, comme celle du 28 mai 1958**, veille du jour où de Gaulle est appelé pour former un gouvernement.

**BILAN : Comment le rôle du général De Gaulle dans la crise du 13 mai 1958 est-il traité dans les médias ?**



On assiste à un traitement médiatique divergent de la crise du 13 mai 1958. Alors que les médias officiels nient tout d'abord la présence de De Gaulle dans le retour aux affaires, la presse écrite paraît en grande partie soutenir le général de Gaulle. C'est notamment le cas du Monde, parution qui entretiendra plus tard des relations complexes et peu empreintes de confiance avec de Gaulle.

On observe d'ailleurs que les médias contrôlés par l'État, et surtout Les Actualités françaises, adapteront leur discours aux évolutions du pouvoir en place, tenant compte de l'adhésion de plus en plus forte de l'opinion publique au retour du général de Gaulle.

C'est grâce à un marqueur original, la vente multipliée par quatre de transistors, que l'on observe l'attitude de l'opinion publique lors de cette crise de mai-juin 1958. Les Français ont conscience que cette crise leur échappe mais ils sont avides des multiples péripéties qui entourent le retour de De Gaulle.

C'est encore par la presse écrite et la radio que l'opinion s'est le plus informée en mai 1958. Cette crise sera la dernière à se développer hors du champ de la télévision dans la France du second XX<sup>e</sup> siècle.

### ⑤ La guerre d'Algérie et le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958 renforcent la mainmise de l'Etat sur la presse.

- Pendant la Guerre d'Algérie : L'Humanité, Le Monde, L'Express et France Observateur font l'objet de **saisies** ; des journalistes font l'objet de **poursuites judiciaires** ; la **CENSURE** avant parution est même rétablie pendant la crise du 13 mai 1958.



### **L'Humanité après saisie administrative (7 mars 1961)**

Entre 1955 et 1960, L'Humanité est saisie 15 fois, et 6 fois en 1961. Le journal est d'autre part interdit en Algérie pour toute la durée de la guerre. Les raisons des saisies sont multiples.

On reproche au quotidien la remise en cause de la guerre et de la mobilisation des rappelés ainsi que la dénonciation de la torture. Face à cela, les journalistes mettent au point des stratégies de contournement en publiant des numéros bis, comme celui-ci. Ces numéros se vendent moins bien mais permettent de signaler aux lecteurs les raisons de la saisie. Les journaux laissent alors des blancs à la place des articles censurés ou publient des éditoriaux de protestation. En une de ce numéro on pouvait lire des témoignages d'Algériens victimes de tortures ainsi que trois photographies dans lesquelles ils exposaient leurs blessures.

- **La classe politique s'empare de la TV même s'il est contrôlé précocement par l'Etat avec l'ORTF :**

→ D'abord dans le cadre de la RTF (Radiodiffusion Télévision Française), créée en 1949 avec le premier journal télévisé ! Puis ORTF en 1964.

- DG s'adresse ainsi 59 fois entre 1958 et 1969 aux Français « les yeux dans les yeux ». DG pense que la presse lui est hostile, c'est pour cela qu'il privilégie ce média.



- Cf. Mémoires d'espoir, tome 1, Le Renouveau, 1970. « Or, voici que la combinaison du micro et de l'écran s'offre à moi au moment même où l'innovation commence son foudroyant développement. Pour être présent partout, c'est là soudain un moyen sans égal. »
- toutefois, l'opposition n'y a guère d'espace, censure, surtout pendant la guerre d'Algérie.
- Magazines et émissions sont créés cependant et contribuent à former l'opinion publique avec le principe de réception d'invités ou de reportages. (émissions comme « Face à face » (créée en 1966) ou « les dossiers de l'écran » (1967-1991)).
- Le journal TV du soir devient la 1<sup>e</sup> source d'info des Fr.

**III° - Depuis les années 1960 :**  
**Libéralisation et diversification des médias au temps de la société de communication**

**A) Mai 1968 : crise politique, crise des médias (174,175,184)**

→ En mai 1968, la radio et la TV ont-elles servi le pv en place ou la liberté de l'information ?

① **Rappels sur les faits**

↻ **La révolte étudiante :**

- N.B. Ministre de l'Education nationale : Alain Peyrefitte.
- 22 mars : des affrontements mineurs à la faculté des Lettres de Nanterre.
  - Un groupe d'étudiants gauchistes, mené par un étudiant en sociologie, Daniel Cohn-Bendit, occupe les bâtiments administratifs.
  - Création du Mouvement du 22 mars.
  - Fermeture de la fac de Nanterre → déplacement du mouvement dans le quartier Latin.
- Début mai : la révolte étudiante commence par un meeting de protestation à la Sorbonne.
  - → crispation des autorités : affrontements violents entre étudiants et policiers.
- → le mouvement se diffuse en province et se radicalise. Quelques exemples de slogans :
  - un pouvoir populaire
  - A bas la société de Consommation

- A bas la charogne stalinienne
- Faites l'amour et recommencez
- Il est interdit d'interdire
- L'imagination prend le pouvoir
- Métro, boulot, dodo
- Ni maître, ni dieu. Dieu, c'est moi.
- Soyez réalistes, demandez l'impossible.

- **10/11 mai : la « nuit des barricades »** = des affrontements violents ont lieu dans le quartier Latin entre jeunes et policiers.
  - Ministre de l'Intérieur : Christian Fouchet.
  - Occupation de la Sorbonne et du théâtre de l'Odéon
  - voitures incendiées, rues dépavées, jets de pierres, coups de matraque.
- La répression provoque la mobilisation des syndicats, un important mouvement de solidarité et une extension du conflit qui gagne aussi les LYCEES.

### ↻ **La phase sociale démarre ac le succès de la grève générale à partir du 13 mai :**

- Manifestation à Paris organisée de la République à Denfert-Rochereau par les syndicats en réponse à la répression des manifestations étudiantes et contre le régime gaulliste (« Dix ans, ça suffit »).
- Puis des grèves spontanées avec occupation d'usines qui touchent la France entière.
- 1<sup>e</sup> grève = à NANTES à l'usine Sud-Aviation.
  - En quelques jours le mouvement de grèves gagne 8 à 10 MILLIONS de salariés.
  - → France paralysée : les transports ne fonctionnent plus.
  - Grévistes et étudiants discutent de la réorganisation de la société.

### ↻ **Les répercussions politiques :**

- Pendant longtemps, le pouvoir n'a pas pris conscience de la gravité des événements :
  - 2/11 mai : Pompidou est en voyage officiel en Iran et en Afghanistan.
  - 14/18 mai : DG se rend en Roumanie.
- 24 mai : DG tente de reprendre les choses en main et propose un référendum sur un projet assez vague de « participation ».
  - « Participation » : 3<sup>e</sup> voie, imaginée par DG et les gaullistes de gauche, entre le capitalisme et le communisme. Elle repose sur l'association entre le capital et le travail, par le biais de la participation des travailleurs au capital et à la gestion de l'entreprise.
  - Mais il ne parvient pas à rétablir le calme.
- **26 mai 1968 : signature des accords de Grenelle :**
  - Réaction de Georges POMPIDOU : il essaie de dissocier les revendications ouvrières de celles des étudiants en ouvrant les négociations de Grenelle entre syndicats ouvriers et patronaux.
  - Négociés au ministère des Affaires Sociales, rue de Grenelle sous la présidence de Georges Pompidou.
  - Par : les représentants du patronat et des syndicats.
    - ✓ Secrétaire général de la CGT = Georges Séguy.
  - Contenu des accords :
    - ✓ Augmentation des salaires de 10% et de 35% du SMIG.
    - ✓ Diminution du temps de travail : 40 heures / semaine au lieu de 48 car la loi de 1936 sur les 40 heures avaient été abandonnée en 1938.
  - Résultat : les grévistes rejettent ces accords qui n'endiguent pas la grève. Meeting de la gauche non communiste au stade Charléty.
- Le pouvoir semble alors à bout de ressources, désemparé et même vacant au point que le 28 mai, François MITTERRAND se déclare candidat à la présidence de la République.

### ☞ **Le retour progressif à l'ordre :**

#### ↻ **29 mai : « disparition » du général de Gaulle**

- Parti à Baden-Baden consulter le général MASSU, commandant des troupes françaises stationnées en RFA.
  - Baden-Baden : quartier général des forces françaises en All. SO.
- 29 mai : Manifestation à Paris organisée par la CGT soutenue par le PCF. Des milliers de participants. Réclame un « gouvernement populaire ».

- Retour le 30 mai.
- Appuyé par une manifestation gaulliste sur les Champs-Élysées, il prononce à la radio **une allocution dans laquelle il indique sa décision de dissoudre l'AN.**
- **L'agitation retombe** : les forces politiques se rallient à l'idée des élections – sauf les groupes gauchistes («  
élection-trahison »).
  - 4 juin : reprise progressive du travail dans les entreprises.
  - 16 juin : évacuation de la Sorbonne.
  - Pourquoi ce retournement de l'opinion ?
    - Pendant plusieurs semaines, le mouvement a inspiré une certaine sympathie dans l'opinion. Peur des violences, des incendies de voitures...
    - De +, le mouvement apparaît divisé :
      - ✓ **Gauchistes** à la recherche d'une révolution mal définie,
      - ✓ Gauche communiste effleurée par l'idée que c'était peut-être sa révolution qu'était en train de passer.
      - ✓ Étudiants en quête de meilleures structures à l'université,
      - ✓ Syndicalistes dont certains veulent des hausses de salaires (CGT) et les autres des transformations des conditions de travail et de vie (CFDT).
- **Juin 1968 : les élections sont un raz-de-marée gaulliste.**
  - Les élections ont lieu les 23 et 30 juin 1968.
  - Triomphe de l'UNR (Union pour la Nouvelle République), rebaptisée UDR = Union pour la défense de la République. 43,65% des suffrages exprimés au 1<sup>e</sup> tour.
    - UDR : 293 sièges.
    - Républicains indépendants : 61 sièges
    - Au total : 72% des sièges !!!
  - Pourquoi ? très forte poussée conservatrice = «  
élections de la peur »
    - Par peur du communisme et de la révolution.
    - La gauche a mené une campagne défensive : 41,25% des suffrages au 1<sup>e</sup> tour.
      - ✓ PCF : 34 sièges
      - ✓ FGDS : 57 sièges

## ② Mai 1968 : crise politique, crise des médias

### **MANUEL, PAGES 174-175**

#### **A RETENIR :**

- Nombre d'affiches célèbres de Mai 68, inspirées des slogans des manifestants, sont réalisées par l'École des beaux-arts rebaptisée pour l'occasion l'Atelier populaire de l'École des beaux-arts.

Plusieurs d'entre elles diffusent le thème d'une information officielle cadenassée par un État policier.

Ces affiches dénoncent la censure et le contrôle gouvernemental sur les médias. Une seule vise la presse, qui jouit de davantage de liberté que l'audiovisuel. En effet, l'ORTF, principale cible des affiches, est considérée, à juste titre, comme présentant l'information de manière très favorable au pouvoir.

- L'Enragé est un journal contestataire d'obédience anarchiste. C'est un journal révolutionnaire, qui se décrit comme une arme de combat. Il se veut très différent des autres titres de presse : il est distribué hors des circuits traditionnels et paraît de manière irrégulière. Il se vante de ne rien censurer, «  
rien n'est interdit », si les propos tenus ne sont pas de droite.
- Au cours du mois de mai, les radios périphériques, en diffusant en direct les échos des manifestations, acquièrent une popularité grandissante auprès de l'opinion. Les tentatives du gouvernement pour contrôler techniquement ces émissions très écoutées échouent face à l'inventivité des journalistes.

Les radios périphériques sont les seules à pouvoir se rendre sur le terrain, puisque l'ORTF est, lui, soumis à la censure. RTL et Europe n° 1 envoient des journalistes avec leurs micros dans la foule, parmi les étudiants, et permettent à toute la France de suivre les événements en direct. Leurs récits attirent au Quartier latin «  
quantité de gens qui sans cela seraient restés chez eux ».

Mais ces radios ont un effet pervers, car elles permettent aux autorités d'être «  
alertées sur un incident ». La police écoute aussi la radio, qui lui permet d'être renseignée sur «  
les lignes adverses »



- Le pouvoir tente cependant d'empêcher les radios d'émettre sous prétexte qu'elles brouillent les fréquences des hôpitaux. Les journalistes, interdits de voitures et de motos émettrices, continuent leur travail grâce aux cabines téléphoniques et postes particuliers.
- Malgré les autorisations de tournage accordées à deux équipes de télévision pour réaliser un dossier sur la contestation étudiante, la censure des ministères de l'Information et de l'Éducation s'abat le 10 mai et déclenche la grève de toutes les catégories de personnels à l'ORTF.
- Les journalistes de radio et de télévision participent dès lors aux manifestations avec le slogan « Libérez l'information ». Les journalistes de l'ORTF réclament « la liberté d'information et l'autonomie de l'ORTF », parce qu'ils ne veulent plus être les instruments de la censure mise en place par le gouvernement. Ils aspirent à faire leur métier librement.
- L'ORTF est une des principales cibles de la révolte étudiante.

Cependant ses salariés sont aussi des acteurs de mai 1968. Journalistes, réalisateurs, producteurs, personnels administratifs se mettent en grève dès le 13 mai pour dénoncer la censure dont ils sont victimes et réclamer de pouvoir couvrir correctement les événements. Seule une vingtaine de non grévistes assure encore un JT acquis au pouvoir. Les autres défilent en silence autour de la Maison de la radio, c'est « l'opération Jéricho ».

En juin, les sanctions tombent : plusieurs émissions sont supprimées, plus de 60 journalistes licenciés. Au terme du mouvement, le pouvoir gaulliste maquille les sanctions - 60 licenciements de journalistes - en réductions d'effectifs.

À la rentrée 1969 cependant, le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas les réintègre

### 3 BILAN

- Les médias jouent un rôle important dans le mouvement de mai 1968 : observateurs mais aussi acteurs de la contestation.
- Emergence de nouvelles formes médiatiques : rôle important de l'image = slogans illustrés et contestataires placardés.
- La crise de mai 1968 montre les limites du contrôle des médias. Alors que la censure s'abat sur l'ORTF qui se met en grève (journalistes et techniciens), Europe n°1 annonce les grands événements jour après jour grâce à de petites estafettes et donne la parole aux leaders politiques et syndicaux.

## B) Libéralisation et éclatement du paysage médiatique depuis les années 1970

### 1 Le temps de l'audiovisuel libre

- **1974 : VGE décide l'éclatement de l'ORTF => 7 sociétés distinctes**
  - autonomie des 3 chaînes de TV (TF1, Antenne 2, Fr3)
  - Radio France
  - SFP : Société française de production
  - TDF : Télédiffusion de France
  - INA
  - => ouvrent la voie pour la libération de l'Audio Visuel MAIS qui reste monopole d'Etat.
- **La libéralisation de l'Audio Visuel :**
  - **Loi du 29 juillet 1982** : « la communication audiovisuelle est libre »
  - **1982 : création d'une Haute Autorité de la communication Audiovisuelle (HACA)**
    - Devient **CSA en 1989**
    - chargée de garantir l'indépendance du SP
    - et de délivrer les autorisations d'émettre des chaînes de radio et TV (attribution des fréquences) :
      - ☞ 1984 : Canal +
      - ☞ 1985 : La Cinq
  - **Cela permet l'avènement des radios libres (mvt existant depuis les 1970s)**
    - Dès oct. 1981 : les radios libres, privées et non contrôlées par l'Etat, sont autorisées à émettre.
    - Fin 1980s : 1400 émetteurs
      - ☞ Des publics variés



☞ Certaines associées à un organe de presse (ex : Sud-Ouest), d'autres financées par les collectivités territoriales ou par des associations, des groupes politiques ou des syndicats.

- 1982 : l'Etat décide d'attribuer de façon + méthodique les fréquences à chaque radio dans le but de limiter les nuisances réciproques.
- 1984 : autorisation de diffuser de la pub. Les radios choisies vont alors rentrer dans une logique concurrentielle : de grands groupes se constituent (ex : NRJ qui possède aussi Nostalgie ou Chérie FM). Des radios indépendantes disparaissent.

→ **La TV est en gde partie privatisée :**

- 1984 : 1<sup>e</sup> chaine privée Canal +
- Suivie de La Cinq et TV6
- 1987 : TF1 chaine publique à la + forte audience est privatisée au profit de l'entreprise Bouygues
- La concurrence fait rage entre les chaînes arbitrée par l'AUDIMAT dont dépendent les recettes publicitaires

☞ AUDIMAT : mesure de l'audience d'une émission TV. Calculé depuis 1981 à partir d'un un panel de foyers dont la TV est équipée d'un boîtier enregistrant les changements de chaîne.

→ **Hausse de la diversification de l'offre télévisuelle début XXIe siècle : avec le câble, le satellite et la TNT**

- 1993 : 1<sup>e</sup> chaine câblée
- 2005 : lancement de la TNT : TV numérique terrestre = mode de diffusion de la TV utilisant les espaces numériques et permettant d'offrir plus de chaînes et plus de programmes (18 chaînes gratuites).
- Nombreux moyens de voir et comprendre la politique : chaînes d'info en continu, chaine parlementaire, nombreuses émissions...
- La TV est devenue l'outil privilégié des Français pour s'informer. Cf. Choc du 11 sept à la télé.

- **BILAN : Le PAF est transformé et diversifié**

② **La presse écrite en crise**

- Signes de cette crise depuis une trentaine d'années : perte de son lectorat + difficultés à attirer les jeunes lecteurs, difficultés à être rentable faute de capitaux.
- Pourquoi ? Concurrence de la TV, d'Internet et des journaux gratuits
- Conséquences : la TV vit des subventions de l'Etat (1400 millions d'€ en 2010) ou dépend de l'investissement de riches hommes d'affaires vite suspectés de menacer la liberté de presse
  - 2004 : Serge DASSAULT rachète Le Figaro
  - 2005 : Edouard de ROTHSCHILD entre dans le capital de Libération
  - => les journalistes manifestent leur inquiétude / volonté de rester indépendants.

**C) Nouveaux médias, nouvelles pratiques depuis les années 1990**

① **A partir des années 1980, l'avènement de la société de communication**

- Apogée de la consommation de médias AV : TV = tête du système médiatique ; presse et radio = relais de la TV.
  - Fin des années 1980 : moyenne de 20h par semaine par Français.
- **La communication tend à remplacer l'information :**
  - La Communication : c'est l'ensemble des moyens qui permettent de diffuser un message. La communication est + large que l'info qui consiste à faire passer des éléments de connaissance.
- **La politique s'empare de la communication° :**
  - La TV devient un élément clé des stratégies de communication - des communicants professionnels aident les hommes politiques à en maîtriser les codes.
  - les leaders politiques cherchent à connaître les attentes de l'opinion grâce aux sondages et adaptent leur message.

- Le rôle des médias se modifie : ils cherchent moins à s'adresser à l'ensemble de l'opinion qu'à cibler une catégorie précise :
  - La presse spécialisées (ex : presse féminine) résiste mieux que presse d'info générale.
  - Multiplication des chaînes de TV thématiques qui concurrencent les chaînes généralistes.

## ② Années 2000 : une nouvelle donne à l'ère du numérique ?

- **Fin des années 1990 : Internet fait irruption dans les foyers français**
  - 1972 : envoi du 1<sup>er</sup> courrier électronique
  - 1993 : ouverture d'Internet au public. 1<sup>er</sup> navigateur WEB.
  - Essor très rapide : entre 2000 et 2011 = de 8,5 millions à 45 millions d'internautes en France.
  - Banalisation de son usage, surtout chez les jeunes.
- **Un accès nouveau et inégalé à une information gratuite et disponible partout et à tout moment (téléphones mobiles, tablettes tactiles)**
  - Très nombreux sites d'information qui permettent de se renseigner sur un évènement qui vient de se produire :
    - Rue 89,
    - Médiapart
  - Sites de radio : possibilité de podcaster les émissions
  - mais aussi de journaux, qui révolutionnent la façon de consommer l'information.
  - Nouveauté : les blogs et les réseaux sociaux permettent également de faire circuler informations et idées. Les USAGERS peuvent donc devenir émetteurs d'information SANS forcément passer par un journaliste.
    - Réseau social : ensemble d'individus ou d'organisations reliés entre eux par l'usage d'une même plateforme de communication comme Facebook (2004), ou une même technique d'envoi de messages comme Twitter (2006).
- **Internet et vie politique :**
  - Election de 2002 : entrée d'internet dans la vie politique

## ③ La démocratie d'opinion et la crise du 21 avril 2002 (voir p.185)

Le 21 avril 2002 est inédit dans la vie politique française, puisqu'un représentant d'un parti classé à l'extrême droite de l'échiquier politique a réussi à se qualifier pour le second tour d'une élection présidentielle.

À 20 heures, les estimations donnaient Chirac en tête avec 20 % des voix, contre 17 à Le Pen, lequel éliminait alors Lionel Jospin, chef du gouvernement qui recueillait 16 % des suffrages.

Tous les candidats ont appelé à faire barrage au FN, excepté Lutte ouvrière (pas de consigne) et le Mouvement national républicain (appel au vote frontiste).

Ce fut également le plus fort taux d'abstention observé lors d'une élection présidentielle, depuis le passage au suffrage universel direct en 1962 suite à l'Attentat du Petit-Clamart, avec 28,4 %.

De nombreuses manifestations spontanées se sont déroulées dans la nuit du 21 au 22 avril 2002 puis les 22 et 23 avril, dans les grandes villes françaises, en signe de protestation contre la présence de Le Pen au second tour. Ces manifestations se sont poursuivies durant tout l'entre-deux-tours atteignant leur apogée pour le 1<sup>er</sup> mai.

Au 2<sup>e</sup> tour : Chirac refuse de débattre à la télévision avec Le Pen. Il est réélu président de la République avec le plus fort score depuis la création de la Cinquième République : 82,21 % ; Jean-Marie Le Pen obtient 17,79 % des suffrages exprimés, avec 720 319 voix supplémentaires par rapport au premier tour, soit une progression de 15 %.

Cette élection interroge sur la fiabilité des sondages :

- Les Sondages d'opinion : ils utilisent des méthodes statistiques par lesquelles, à partir de la communication et de l'analyse d'un échantillon de la pop questionnée sur un thème, on entend rendre compte de l'opinion à un instant donné.
- Ils sont nés dans les années 1930
- En 1938 : création de l'IFOP (Institut français de l'opinion publique)
- Ils se sont beaucoup développés dans la 2<sup>e</sup> moitié du XXe
- Ils ont connu un large succès en France depuis les années 1980, surtout en période d'élection

En 2002, les intentions de vote étaient assez stables dans les sondages pour les candidats Chirac et Jospin, le premier oscillant autour de 20 % et le second autour de 18 %. En revanche, pour Le Pen, elles augmentaient

sensiblement pour finir à 14 % l'avant-veille du scrutin. Les résultats ont sous-évalué son score et surévalué celui de Jospin.

Roland Cayrol (CEVIPOF) explique que la courbe ascendante de Le Pen avait été prévue, et qu'elle « s'est logiquement poursuivie » dans les trois jours qui ont suivi l'arrêt des sondages le jeudi.

D'autre part, il précise qu'aucun sondage ne peut prévoir les résultats « dans un tel mouchoir de poche ».

Pour lui, la responsabilité de la surprise incombe aux médias, qui ont refusé d'anticiper cette possibilité, « tant on s'attendait depuis quatre ans, au match Chirac-Jospin ».

Libération est un quotidien national de gauche. Le journal marque son refus du candidat d'extrême droite et n'hésite pas à appeler clairement à voter Chirac.

La mobilisation sur Internet est le fait de simples citoyens, souvent jeunes. Ils prennent des initiatives individuelles comme la création de logos, de tracts ou de bannières qui sont destinés aux sites Web, mais aussi à être imprimés et distribués ou affichés. Le slogan « voter avec des gants » s'est alors diffusé et exprimait la nécessité de voter pour le candidat Chirac afin de battre le candidat du Front National tout en montrant qu'il ne s'agit pas d'un vote d'adhésion au président sortant. Cette initiative n'a cependant pas de suite, car il est interdit par la loi d'exprimer par un signe distinctif son intention de vote.

Les journalistes du Monde ont constaté alors qu'Internet est devenu un « agitateur du débat politique ». Au delà des initiatives déjà citées, c'est surtout pour « relayer les actions des mouvements de contestation » qu'il joue un rôle.

Cependant, il ne faut pas surestimer son importance pendant la crise de 2002. Le Monde remarque que certains sites n'ont pas reçu plus de « 500 visites ».

Finalement, les médias traditionnels – tels que les quotidiens nationaux – sont encore nécessaires pour médiatiser toutes ces initiatives. Le journalisme citoyen sur le Web reste un épiphénomène à l'époque. L'apparition des réseaux sociaux change la donne dans la décennie qui suit, en permettant une réelle autonomie des internautes, qui ne sont plus dépendants des anciens médias.

### **BILAN :**

Nouveauté de la crise de 2002 : l'apparition d'Internet comme acteur de la vie politique.

- Pour la première fois, le Web est utilisé comme outil de campagne et chaque candidat crée son site.
- Entre les deux tours, le Web devient un instrument pour organiser la riposte, notamment par la création de visuels, qui rappellent la vague créatrice de mai 1968 (Delporte, Images et politique en France). Pour beaucoup de Webmasters, très jeunes, il s'agit de la première expérience d'engagement politique.
- Cependant il ne faut pas surestimer leur rôle. Le sociologue Pierre BOURDIEU appelle à la prudence face à ce que l'on peut appeler la « **démocratie d'opinion** ». Pour Pierre Bourdieu, les sondages ne sont que la « sommation additive d'opinions individuelles », ce qui ne forme pas une opinion publique. Les opinions publiques sont le fait de « rapports de forces » de « groupes constitués ». En situation de crise, ce n'est pas la somme d'opinions individuelles exprimées, même si elle se révèle majoritaire dans les sondages, qui va permettre d'en déduire quoi que ce soit du point de vue de l'action collective. D'autre part, le sondage « invente » l'opinion, en posant au sondé des questions auxquelles il n'aurait peut-être jamais pensé et qui sont souvent en dehors de sa compétence et de son savoir. C'est pourquoi cette « opinion sondagière » est un artefact, un phénomène artificiel.
  - La démocratie d'opinion désigne donc la tendance de la démocratie à se faire directe et individualisée.
  - Elle s'oppose à la **démocratie représentative** dans laquelle la volonté des citoyens s'exprime par des représentants élus incarnant la volonté générale.

**CONCLUSION :** Révolution médiatique : essor d'Internet et nouvelles techno = rupture radicale dans l'histoire des médias. Le débat a désormais lieu en permanence sur Internet. L'Opinion publique se trouve donc transformée puisque l'espace public s'agrandit considérablement, permettant à chacun de s'informer rapidement, de participer bien au-delà des frontières traditionnelles aux débats politiques et sociaux.

- Même si cela peut conduire à des dérives : diffamations, fausses informations, ou non vérifiées par un journaliste, opinion personnelle surreprésentée.
- Les médias traditionnels sont critiqués : lors de l'élection de 2002, la TV se voit reprocher d'avoir donné dans la surenchère sur le thème de l'insécurité et d'avoir favorisé l'accès du FN au second tour des élections présidentielles.

En 2009 : une réforme de l'Audiovisuel est menée et désormais la nomination de présidents de chaînes publiques revient au président de la République.

# SCHEMA DE SYNTHESE

